

*Environ 40 participants, dont plusieurs adhérents et militants Attac des CL parisiens voisins invités. Depuis le 15ème Frédéric Viale du CA était venu apporter son concours à la réflexion .
Ci-après l'essentiel des questions et commentaires ainsi que des échanges associés.
Une salle particulièrement participative et qui a apporté une contribution importante au débat.
Questions et commentaires notés « à la volée », vaguement classés par catégorie, pas par cohérence ; matériau « brut »*

1 Présentation du sujet

1.1 Général

- Segmenter le sujet vu sa complexité pour des participants le découvrant :

Une idée à creuser mais sur ce sujet particulier, une vue d'ensemble est peut-être nécessaire pour en apprécier les enjeux. Ceci dit, un effort de synthèse et de simplification paraît nécessaire.

- limiter le sujet

Rejoint la remarque précédente.

1.2 A clarifier

- Différence entre néolibéralisme et lobbies

Le néolibéralisme, c'est un avatar du libéralisme, un système idéologique qui soutient le fonctionnement de l'économie. La doctrine existait avant mais le système néolibéral s'est surtout développé dans les années 70 et après.

Le lobbying est d'abord un outil, au service du néolibéralisme ou d'autres idéologies (par exemple religieuses).

- les influences ça a toujours existé

C'est exact : Il y a toujours eu des personnes ou groupes de pression autour des rois et des centres de pouvoir. Ce qui caractérise le lobbying « moderne » né aux USA avec les fabricants de tabac, et qui s'est implanté en Europe avec les multinationales, c'est le regroupement dans des structures lobbyistes.

Le lobbyiste individuel n'a pas d'effet systémique sur la société, le lobbyisme organisé de plus en plus puissant remet en cause la notion même de démocratie et écarte la possibilité de décisions citoyennes.

- Parenté entre le lobby et le néolibéralisme

C'est un peu la question 2 crans au dessus : Les lobbies sont des outils au service des intérêts privés : Cependant, quand le lobbying devient un marché, il devient un outil indépendant et mercenaire qui finit par avoir un poids propre dans les décisions.

- Les nouvelles méthodes dans l'entreprise, n'est-ce pas nécessaire ? Fluidité, complexité du monde économique ...

Les nouvelles méthodes ne sont pas nées « ex nihilo » comme diraient les économistes en parlant d'autre chose : Elles se développent en fonction des besoins des entreprises, elles-même soumises aux évolutions et à la volonté de leurs propriétaires : Influence de l'industrie financière et spéculative, management actionnarial, choix exclusif du retour sur investissement maximum. En ce sens, oui elles deviennent indispensables aux entreprises et pèsent sur les salariés : Ces derniers doivent trouver la voie soit pour les faire modifier, soit pour s'en protéger.

- mal à comprendre le problème entre public et privé pour travailler ensemble.

On travaille ensemble quand on a un objectif vraiment commun ce qui n'est la plupart du temps pas le cas entre une entreprise privée et un service public, qui ont des buts divergents et donc un conflit d'intérêt quasi naturel qui ne peut être résolu que si l'une domine l'autre : C'est bien le cas et la

raison pour laquelle les partenariats se développent la plupart du temps au détriment du service public ou lui coûtent très cher.

– Liberté de la concurrence : 1ère des libertés garanties par les traités européens

Il est clair que dans un système économique mondialisé où les multinationales se moquent des frontières et où les capitaux circulent librement, aucune régulation n'est possible pour des pouvoirs démocratiques enfermés dans leurs frontières. La concurrence se déroule donc hors du champ démocratique et les traités ont de fait subordonné les droits humains et sociaux aux « droits économiques » ce que nous vérifions tous les jours.

– Liberté de la concurrence hors du champ démocratique

Voir ci-dessus

– Evolution de la concurrence entre entreprises

Dans les années 70, la prise de contrôle de l'économie par les monétaristes de Chicago s'est appuyé sur la nécessité, ressentie par les capitalistes de rétablir les taux de profit. Du même coup, la concurrence entre entreprises, qui ressortait jusque là de l'émulation dans des marchés supposés sans limites s'est transformée en guerre économique dans des marchés saturés. Dans cette guerre, les salariés sont au mieux des supplétifs volontiers dressés les uns contre les autres au nom de la concurrence, et souvent de la chair à canon.

– Démocratie et Union Européenne

Au départ (1957) la CEE est une communauté économique et le traité de Rome l'héritier de l'OECE, groupement d'états pour la reconstruction du tissu économique européen, sous les auspices du plan Marshall. Son objectif principal était et est toujours la disparition des frontières en tant qu'obstacles à l'institution du libre marché et de la concurrence sans régulation.

Cette Union Européenne n'a pas besoin de démocratie ni d'expression démocratique.

Le PE au départ n'était qu'une concession aux opinions publiques : Jusqu'en 1979 il n'était qu'une délégation sans pouvoir des parlements nationaux. A partir de 1979 ses membres ont été élus au suffrage universel mais il a toujours des pouvoirs limités et notamment pas celui de voter le budget européen.

La commission n'est réellement responsable ni devant une assemblée européenne peu représentative ni devant un conseil des chefs d'état sans cohésion.

– UE et lobbying

Dans l'UE le lobbying est structurant : Avant de légiférer, la commission lance des consultations auxquelles sont conviées les lobbies industriels, et parfois les associations très minoritaires qui jouent le jeu du « lobbying éthique ». Par ailleurs, l'administration de l'UE volontairement « sous staffée » fait rentrer dans les groupes experts les représentants de l'industrie et utilise aussi les services du nombre considérable d'officines lobbyistes mercenaires présentes à Bruxelles.

La décision politique finale n'est le plus souvent que le cache-sexe de décisions préparées ailleurs dans les milieux économiques, financiers et entrepreneuriaux : les élections quand même elles existent ne sont guère plus que des mascarades, sauf à trouver le moyen de maintenir la pression sur les élus ... jusqu'à l'élection suivante.

– Concertation et régulation

Toutes les décisions importantes qu'elles soient politiques, financières ou industrielles devraient être précédées par des analyses d'utilité ou d'impact ou encore encadrées par des contrôles et des régulations en cours d'exécution.

Le problème est que, dans le domaine économique et financier le point de vue le plus répandu est que les régulateurs doivent être issus du milieu régulé comme seuls bénéficiant de l'expertise nécessaire ... ce qui ne rend pas la régulation nécessairement objective et efficace.

- Pourquoi ne pas jouer le jeu du 'lobbying éthique' ?

La première raison est idéologique : on ne défend pas l'intérêt général sur la base du compromis et du « donnant-donnant ». La constitution, qui définit le cadre démocratique mentionne les citoyens, et leurs représentations, pas les lobbies.

La deuxième est pratique : Entretenir un contact permanent, notamment à Bruxelles coûte cher et peu d'associations en ont les moyens.

Pour autant, des associations comme Attac ne refusent pas le contact et il nous arrive d'accepter une participation dans certains groupes, mais on doit constater que pratiquement toujours les décisions sont prises dans la préparation des dossiers bien avant la réunion et que notre présence n'est qu'un moyen de légitimer une prise en compte démocratique parfaitement bidon : Ce qui est bien la 3ème raison de ne pas croire au « lobbying éthique » .

1.3 Stratégies et propositions

- Si Attac peut servir à quelque chose : Sur le plan culturel, travailler sur la reconquête de la démocratie.

Ce qui signifie concrètement un travail horizontal dans tous les groupes de travail et les CL confrontés aux atteintes à la démocratie (par influence, lobbying, politique actionnariale...) pour définir des stratégies communes d'information et de sensibilisation du réseau associatif et syndical.

- Combat perdu d'avance ? L'enjeu est important : Mediator – pas de démocratie – pas de contrôle – des morts

Un combat est perdu d'avance seulement si on ne l'entame pas : Le secteur de la santé est en effet un des secteurs clé de la résistance à développer.

- CNCL : axer le débat sur ce qui motive les CL – reconquête de la démocratie

La décision appartient à chaque Comité local, mais dans nombre d'entre eux le combat est déjà commencé : reste à le coordonner et à lui donner l'énergie nécessaire pour que les résultats génèrent l'envie d'aller plus loin.

- Nécessité d'un travail idéologique et d'établir un rapport de forces.

Concrètement (mais à débattre) ce travail mériterait d'être conduit avec les moyens d'analyse du Conseil Scientifique et l'expérience de terrain des comités locaux, et soumis au Conseil d'administration pour constituer un axe à développer et mettre en débat au niveau des Attac d'Europe et dans les forums sociaux.

1.4 Conditions et exigences démocratiques

Les différents points de ce chapitre nécessitent pratiquement chacun un débat : On le laissera pour l'instant sous la forme d'une liste à la Prévert et toujours à compléter.

- De quoi ont besoin les politiques (compétence nécessaire) :
 - * Expertises contradictoires et indépendantes
 - * Transparence et rapports publics sur les contacts avec lobbies
 - * accès à l'information du monde associatif et non marchand
 - * Volonté démocratique amenant à constituer des groupes experts indépendants et/ou contradictoires, et à pratiquer l'info et les compte-rendus de mandats.
 - * Un peu de courage pour refuser la facilité d'accepter les cadeaux empoisonnés des lobbies et des dossiers de décision proposés « clé en main ».
- démocratie en entreprise :
 - * L'entreprise est un outil économique, Elle doit fonctionner encadrées par des règles démocratiques.
 - * Problème des multinationales qui échappent au cadre national et même continental.
- * Le fonctionnement de l'entreprise en lui-même n'est pas démocratique (fonctionnement pyramidal, objectifs définis en haut)
- * Les rapports entreprise-salariés doivent être encadrés par des règles démocratiques et des contre-pouvoirs doivent exister (syndicats, DP, CE dans le cadre 1944 modifié 1968).
- Hors de l'entreprise et dans la société : Rôle des associations :

- * Créer du lien et réhabiliter les attitudes citoyennes et la solidarité.
- * Coordonner des désirs collectifs
- * Mettre en forme et porter des témoignages et des revendications collectives.
- * Avoir un accès direct aux décideurs pour porter et exposer ces revendications collectives
- * Etre porteur de compétences à communiquer aux décideurs pour préparer leurs décisions
- * Développer la pratique associative horizontale (travailler en réseaux et pratiquer le dialogue y compris sur les divergences).

1.5 Contrôle citoyen

- On n'a pas vraiment le choix, on est dans la démocratie représentative : La démocratie directe est impossible à très grande échelle.
- Mandat impératif, contrôle du mandat de l'élu : Des idées et discussions mais rien de concret
- Contrôle par les budgets (expériences sud-américaines) Semble avoir donné des résultats mais difficilement transposable.
- Démocratie participative : Une idée à creuser mais dépend à la fois de la volonté populaire de participer, d'une éducation et d'une formation très large, d'une structure d'animation adéquate et de possibilités réelles de concrétiser des décisions.
- Les mécanismes restent à débattre et pour beaucoup à inventer.

2 Retrouver la démocratie

Retrouver la démocratie, c'est en réinventer les règles et les rendre applicables pour un citoyen du XXI^e siècle en tenant compte des évolutions qui se sont enracinées dans sa culture, et en retrouvant des espaces démocratiques confisqués par la loi libérale.

La soit-disant « liberté libérale » fait tout au contraire pour enfermer la liberté du citoyen dans un cadre de contraintes économiques qui n'ont plus rien à voir avec la démocratie : C'est la loi du plus fort, du plus puissant et du plus fortuné qui s'applique à ceux qui n'ont pas les moyens de s'en défendre.

Notons que les exigences écologistes, qui n'étaient pas dans le débat pour ne pas trop le charger seront évidemment à débattre et inclure dans la redéfinition des règles.

Réinventer les règles : Il ne suffit pas de se réaligner sur le cadre démocratique défini en 1944 par le Conseil National de la Résistance : Le monde a changé, nous avons nous même changé, les jeunes gens de l'ère informatique ont acquis une culture différente de celle de leurs aînés .

Il s'agit de tenir compte des réalités de terrain qui ont pris racine dans la culture, mais en y réimplantant ce que nous considérerons nécessaire pour restaurer l'autorité citoyenne sur la vie sociale et économique, sans oublier la sauvegarde de la biosphère ni les moyens adéquats pour mettre fin au développement de la misère et des inégalités, à travers les classes les peuples et les continents.

Le référendum

en 2005, Traité constitutionnel. Si le sujet était compliqué, la question était claire, les militants étaient motivés, un réel débat, jusque dans la rue, a été possible.

En 1992, traité de Maastricht : Même nature, mais contexte différent : Moins de débat et résultat différent.

En 2008 : traité de Lisbonne. Débat confisqué par le gouvernement et les élus, pas de mobilisation.

Le référendum n'est pas toujours la panacée

Rétablir un débat citoyen :

- Nécessité d'une part d'idéologie dans le débat